



LETTRE D'INFORMATION DOCUMENTAIRE



N°2023-12
1^{ER} JANVIER 2024

SOMMAIRE

SOLIDARITE, COHESION SOCIALE, ENFANCE

Discriminations

Enfance - Famille

Etablissement social et médico-social

Immigration

Insertion

Jeunes

Justice des mineurs

Logement

Pauvreté - Lutte contre les exclusions

Personnes âgées

Personnes en situation de handicap

Politique de la ville

Politiques sociales

Prévention de la radicalisation

Protection de l'enfance

Travail social

Violences

DISCRIMINATIONS

Discrimination numérique : Le fléau des algorithmes de la CNAF confirmé (AAH, RSA, familles monoparentales) / DUBASQUE Didier

Dubasque.org, 14/12/2023

<https://dubasque.org/discrimination-numerique-le-fleau-des-algorithmes-des-caf-confirme-aah-rsa-familles-monoparentales/>

La preuve est faite. Après deux ans d'efforts, de recherches approfondies et de collaborations entre diverses associations de défense des droits sociaux, le collectif Changer de Cap et la Quadrature du Net, ont mis au jour les rouages de l'algorithme de notation des CAF (Caisse d'Allocations Familiales). Cet algorithme cible certaines catégories d'allocataires, notamment les allocataires des minimas sociaux (RSA), les familles monoparentales et les personnes handicapées. Il leur attribue un haut score de risque. Plus ce score est élevé, plus les contrôles, souvent intrusifs, se multiplient. Cette méthode conduit à une présomption systématique de fraude envers les personnes concernées.

Discriminations et politisation ordinaire dans les quartiers populaires - Une absence de débouchés hautement inflammable / CARREL Marion, 30/11/2023

<https://metropolitiques.eu/Discriminations-et-politisation-ordinaire-dans-les-quartiers-populaires.html>

S'appuyant sur une enquête collective, Marion Carrel souligne que les expériences des discriminations structurent le rapport au politique dans les quartiers populaires. La politisation ordinaire issue de ces expériences, étouffée par les institutions, constitue une clé d'explication de l'embrasement qui a suivi la mort de Nahel Merzouk le 27 juin 2023 à Nanterre.

ENFANCE ET FAMILLE

Accueil de la petite enfance

L'accueil des jeunes enfants, 2023, 53 p.

<https://www.caf.fr/nous-connaître/observatoire-national-de-la-petite-enfance-onape>

L'édition 2023 du rapport annuel de l'Observatoire national de la petite enfance (Onape) est présentée sous un nouveau format, qui se veut plus synthétique et visuel. L'ambition reste la même : rendre accessible les principales données statistiques de référence sur l'accueil du jeune enfant et mettre à disposition des résultats de travaux de recherches et d'études sur ce sujet au croisement des enjeux de conciliation entre vies familiale et professionnelle et de développement du jeune enfant.

Essentiellement centré sur les enfants de 0 à 3 ans, ce rapport est structuré autour de quatre thématiques qui sont autant de perspectives sur la petite enfance : le portrait démographique des enfants, les usages des modes de garde par les familles, l'offre d'accueil formel, les financements. Le lecteur peut donc choisir de lire ce rapport in extenso et de façon linéaire pour bénéficier d'un panorama des données de référence actuellement disponibles sur l'accueil des jeunes enfants, ou, au contraire, choisir un mode de lecture plus ponctuel et ciblé grâce aux entrées par fiches spécifiques.



Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants handicapés : les parents en première ligne

DREES - Etudes et résultats, 08/12/2023, n° 1286

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/modes-de-garde-et-daccueil-des-jeunes-enfants>

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude inédite sur les familles ayant des enfants handicapés âgés de moins de 6 ans et leur organisation en matière de modes de garde. Pour les enfants âgés de moins de 3 ans, elle examine la fréquence et les durées de recours aux différents modes de garde ou d'accueil en journée en semaine ainsi que la satisfaction des parents à l'égard des conditions de garde de leur enfant. Pour les enfants âgés de 3 à 5 ans, l'étude s'intéresse à leur scolarisation et au temps passé à l'école ainsi qu'aux modes de garde après l'école et les mercredis.

Les CAF renforcent le financement des crèches

Intercommunalités, 01/12/2023

<https://www.intercommunalites.fr/actualite/les-caf-renforcent-le-financement-des-creches/>

Dans le cadre de son comité partenarial d'octobre dernier, la CNAF a présenté l'évolution des financements des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) par la prestation de service unique (PSU) et celle portant sur le financement de la qualité.

<https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/2023/12/Support-Copart-19-octobre-2023.pdf>

Contractualiser et évaluer les politiques sociales locales : l'exemple de la convention territoriale globale des Caf / MENGIN Sabine, TABOURY Sylvain

Informations sociales, 2023, n° 209-210, p. 81-89

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2023-1-page-81.htm>

La convention territoriale globale permet aux caisses d'allocations familiales (Caf) de simplifier le cadre partenarial proposé aux collectivités en vue de l'analyse transversale des besoins sociaux des territoires, et de définir communément des priorités et une complémentarité d'action pour y répondre. Cet article présente les enseignements tirés de différentes missions d'accompagnement de ces conventions, les questions soulevées quant à leur mise en œuvre et à la logique d'intervention des partenaires. Il expose aussi les conditions susceptibles de favoriser ou de freiner l'atteinte des objectifs poursuivis.

Parents et professionnels : une histoire de liens [Dossier] / GROUX Frédéric, FRAU Charlene, RAMACIOTTI Sandrine, DUMORTIER JEROME, VENAT Ludivine, SEUBE Agathe, DAIN CHRISTINE, THEVAL Mélanie

EJE journal : le journal des éducateurs de jeunes enfants, 01/2024, n° 104, p. 40-59

Au sommaire :

- Rôle et place des parents en crèche, quelle évolution depuis le XIXe siècle ?
- Directrice de crèche : comment créer un lien avec les familles ?
- Du bureau à la crèche : quand le gestionnaire aussi tisse le lien de confiance
- Ce parent qui n'écoute pas
- (Re)construire du lien de confiance
- Tisser des liens avec les familles en institut d'éducation motrice



Tempête sur les crèches privées - Etat des lieux / RAMEAU Laurence

Métiers de la petite enfance, 12/2023, n° 324, p. 30-32

Les crèches privées lucratives sont aujourd'hui montrées du doigt alors qu'elles sont quasi les seules à ouvrir des places d'accueil et que la nouvelle convention d'objectifs et de gestion signée entre le gouvernement et la Caisse nationale des allocations familiales prévoit au moins 100 000 nouvelles places d'ici à cinq ans. Comment analyser les dérives actuelles et les responsabilités des politiques publiques en matière d'accueil de la petite enfance ?

La fonction de référent technique, entre illusion et désillusion / LACHE Christel

Métiers de la petite enfance, 12/2023, n° 324, p. 22-25

L'évolution des microcrèches et de leur réglementation permet de mieux définir la fonction de référent technique. Avec ses missions à mener auprès de l'enfant, de l'équipe et de la famille, ce poste en pleine reconstruction s'ouvre à toute personne souhaitant l'occuper. Mais à quelles conditions ? Que doit plus précisément effectuer ce professionnel ? Quelles compétences doit-il développer ?

Développement de l'enfant

Les parents et leurs écrans, apports de la théorie de l'attachement / GOURHAND Flavie

Cahiers de la puériculture (Les), 11/2023, n° 371, p. 34-37

La théorie de l'attachement nous aide à comprendre les conséquences de la consommation d'écrans par les parents sur leur caregiving et sur la mise en place de lien d'attachement de l'enfant. Elle constitue également un outil de prévention sur lequel la puéricultrice peut s'appuyer dans l'accompagnement des familles.

Mieux comprendre les bébés [Dossier] / RAMEAU Laurence

Métiers de la petite enfance, 12/2023, n° 324, p. 9-20

Au sommaire :

- Bébé, qui est-tu ?
- "L'échelle de Brazelton est un outil au service de la relation parents-bébé"
- "L'observation du bébé dans son milieu familial, selon Esther Bick
- L'analyse de pratiques, un outil pour mieux comprendre les bébés
- Accompagner les pleurs de protestation d'un bébé dans un système de référence

Prendre soin de la santé culturelle du jeune enfant [Dossier] / SAINT-AUBIN Anne-Sophie

Cahiers de la puériculture (Les), 11/2023, n° 371, p. 13-33

Au sommaire :

- Investir dans la santé culturelle du tout-petit
- La promotion de l'art et de la culture en petite enfance
- L'éveil culturel en établissement d'accueil du jeune enfant
- Des installations artistiques et immersives pour une expérience créative à la crèche
- La musique, un médiateur du lien parent-enfant



Droit de la famille

Le Monde **La proposition de loi visant à faire de la résidence alternée l'"option à privilégier" va dans le bon sens** / CASTELAIN MEUNIER Christine, Monde (Le), 11/12/2023, p. 28

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/13/droits-de-l-enfan>

Le texte qui doit être examiné au Sénat le 14 décembre pourrait contribuer à harmoniser la loi avec les profondes évolutions du rôle du père, passé, ces dernières années, d'une figure d'autorité institutionnelle à celle de partenaire éducatif, estime la sociologue Christine Castelain Meunier dans une tribune au « Monde ».

<https://www.senat.fr/rap/l23-176/l23-1764.html>

Parentalité



Haro sur les parents - Le téléphone sonne

France Inter, 18/12/2023, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-18-20-le-telephone-sonne/le-18-20-le-telephone-sonne-du-lundi-18-decembre-2023-9551289>

Le 8 décembre, la Ministre des Solidarités et de la Famille, Aurore Bergé, a instauré la « Commission Scientifique de la Parentalité » dont l'objectif est d'aider les parents. Comment les politiques publiques être repensées du fait de l'évolution de la parentalité Avec : Serge Hefez Psychiatre psychanalyste

Le Monde **Le désarroi des parents après les émeutes urbaines**

Monde (Le), 15/12/2023, p. 10

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/12/13/vous-donnez->

Montrés du doigt et qualifiés de « défaillants » par le gouvernement depuis les émeutes qui ont suivi la mort de Nahel M., fin juin, des parents dont les enfants ont participé de près ou de loin à ces événements racontent leur incompréhension des derniers mois, leur souffrance, leur sentiment de honte, mais aussi d'injustice.

La ministre des Solidarité invente un nouveau concept : le soutien à la parentalité par la sanction / DUBASQUE Didier

Dubasque.org, 12/12/2023

<https://dubasque.org/la-ministre-des-solidarite-invente-un-nouveau-concept-laide-a-la-parentalite-par-la-sanction/>

Aurore Bergé fait fort ! Lors d'une interview accordée à La Tribune Dimanche, la ministre des Solidarités a confirmé la mise en place de travaux d'intérêt général destinés aux parents défaillants, ainsi que la création d'une commission sur la parentalité. Ces initiatives, qui s'inscrivent dans une démarche de réponse aux troubles sociaux récents, visent à aborder de front les problématiques actuelles liées à l'éducation et au rôle des parents.

"Parents défaillants" : la Cnape dénonce un "virage répressif"

Média social (Le), 11/12/2023

Le « tour de France de la parentalité », lancé par Aurore Bergé le 11 décembre dans le Maine-et-Loire, « commence par un tour de vis », dénonce la Cnape.

<https://www.cnape.fr/documents/tour-de-france-de-la-parentalite-la-cnape-denonce-un-virage-repressif/>

<https://www.justice.gouv.fr/profil-mineurs-deferes-suite-emeutes-urbaines>



Parentalité : des mesures et une commission scientifique pour "un choc d'autorité"

Localtis.info, 12/12/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/parentalite-des-mesures-et-une-commission-scientifique-pour-un-choc-dautorite>

Suite aux émeutes de cet été, Aurore Bergé annonce de nouvelles possibilités de sanction, dont des travaux d'intérêt général pour des "parents défaillants". Une commission scientifique se penchera de façon plus globale sur le soutien à apporter aux parents en difficulté, en particulier aux parents d'adolescents.

THE CONVERSATION

La parentalité, un levier politique face aux troubles à l'ordre public ? /

POTHET Jessica

TheConversation.com, 11/12/2023

<https://theconversation.com/la-parentalite-un-levier-politique-face-aux-troubles-a-lordre-public-218458>

Les appels à l'exercice d'une « bonne parentalité » marquent un tournant de l'action publique et posent question dans la mesure où ils visent plus particulièrement les familles les plus modestes

Les Cercles de parents essaient leur action de soutien à la parentalité dans 17 départements

Lesprodelapetiteenfance.fr, 14/12/2023

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/initiatives/parentalite/les-cercles-de-parents-essaient-leur-action-de-soutien-la-parentalite-dans-17-departements>

Depuis 2022, les Cercles de parents accompagnent et guident les familles pendant les trois premières années de vie de leurs enfants. Une initiative généreuse de soutien à la parentalité, portée à bout de bras par Elodie Emo, le Collectif Je suis Infirmière Puéricultrice et l'UNAF, dans le cadre de la politique des 1000 premiers jours. En 2024, les Cercles de parents seront présents dans 17 départements mais cherchent encore des soutiens pour pérenniser leur action. On fait le point avec Elodie Emo sur ce nouveau concept qui semble avoir fait ses preuves.

Périnatalité

Des bébés bien accueillis, des parents bien accompagnés [Dossier]

Furet (le), 09/2023, n° 110, p. 13-58

Une fois n'est pas coutume, les approches historique et somatique ouvrent ce dossier sur l'accompagnement de la grossesse, de la naissance et de la parentalité. Comment accompagner le tout petit dans son développement « ex utero » si riche de potentialités ? Quid des « 1000 premiers jours » ? Des politiques internationales ? De l'accueil en laep ? Des grossesses précoces, tardives ? Si tout n'est pas rose, les contributeur-rices à ce dossier s'inscrivent dans la nécessaire mutualisation des forces et des compétences pour transformer les couleurs de la vie et avoir des bébés bien accueillis et des parents bien accompagnés !



ETABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Transition énergétique : l'immense défi en plus pour les établissements médicosociaux

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 08/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/902190>

Les centaines d'établissements et de structures du secteur médico-social, qu'ils accompagnent des personnes ou hébergent des personnes en difficulté ou fragiles, doivent désormais prendre à bras le corps les défis de la transition énergétique. Les objectifs sont chiffrés, la pression est grande sur les acteurs pour qu'ils « fassent leur part », plus ou moins accompagnés.

IMMIGRATION



Replay webinaire - Accès aux droits des personnes réfugiées

CNFPT, 07/12/2023, 153 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p4bods8tp1d2/>

Replay du dernier webinaire de la série Le fait migratoire organisé par le service de spécialités Inclusion sociale de l'INSET d'Angers.

Intervenants :

- Marine GAIGNAULT

Cheffe de cabinet du délégué interministériel en charge de l'accueil et de l'intégration des réfugiés (DIAIR)

- Houssam KOKACH

Chargé de communication et partenariat, expert traducteur arabe pour Réfugiés.info et formateur intervenant au CNFPT

Accès aux ressources documentaires :

<https://padlet.com/berangereguillet/le-fait-migratoire-eq6lsirohd4edgl2>



Rapport sur l'aide médicale de l'État / EVIN Claude, STEFANINI Philippe

Ministère de l'intérieur, 12/2023, 106 p.

https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/292122.pdf

L'aide médicale de l'État (AME) facilite l'accès aux soins des personnes en situation irrégulière. Elle ouvre droit à la prise en charge à 100 % des soins avec dispense d'avance de frais. La mission menée par M. Claude Evin, ancien ministre de la santé et M. Patrick Stefanini, conseiller d'État honoraire s'inscrit dans le contexte de la discussion parlementaire du projet de loi sur l'immigration.



Loi immigration



Loi immigration : quelles suites après le vote d'hier soir ? Le téléphone sonne

France Inter, 20/12/2023, 35 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-18-20-le-telephone-sonne/le-18-20-le-telephone-sonne-du-mercredi-20-decembre-2023-4237772>

Après d'intenses journées de débat au Parlement, le texte de la loi Immigration a finalement été adopté hier par le Sénat et l'Assemblée Nationale. Suite à cela, Emmanuel Macron prend la parole ce 20 décembre à 19h. Retour sur une folle semaine politique.

Avec

- Yaël Goosz Journaliste
- Stéphane Zumsteeg Directeur du département Opinion à l'institut de sondage Ipsos
- Benjamin Morel Maître de conférences en droit public à l'Université Paris II Panthéon Assas, auteur de La France en miettes : régionalismes, l'autre séparatisme, le Cerf, février 2023.



Pourquoi les travailleurs immigrés sont-ils surreprésentés dans les secteurs « essentiels » ? / GONNOT Jérôme

TheConversation.com, 20/12/2023

<https://theconversation.com/pourquoi-les-travailleurs-immigres-sont-ils-surrepresentes-dans-les-secteurs-essentiels-219980>

La surreprésentation des immigrés dans les secteurs essentiels, point sensible des débats sur la loi immigration, ne s'explique ni par leur situation familiale ni par leur niveau de qualification.



Loi immigration : quel sort pour l'Aide médicale de l'État ? Ce que nous dit la recherche scientifique / AL QAYS BOUSMAH Marwan,

DESGREES DU LOU Annabel, GOSSELIN Anne

TheConversation.com, 17/12/2023

<https://theconversation.com/loi-immigration-quel-sort-pour-laide-medicale-de-letat-ce-que-nous-dit-la-recherche-scientifique-219943>

La suppression de l'aide médicale d'État pour les « sans-papiers » est au cœur de la loi « immigration » soumise à la commission mixte paritaire.



Les foyers pour travailleurs migrants, des lieux où vieillir ? /

ARGOUD Dominique, VILLEZ Marion

TheConversation.com, 14/12/2023

<https://theconversation.com/les-foyers-pour-travailleurs-migrants-des-lieux-ou-vieillir-217292>

Quand sonne l'heure de la retraite beaucoup d'immigrés prennent conscience de la fin de « l'illusion du provisoire » et de celle du retour au pays.



Le projet de loi sur l'immigration sacrifie les droits fondamentaux des étrangers / HEDON Claire, Monde (Le), 11/12/2023, p. 34

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/09/claire-hedon-defenseure-des-droits-le-projet-de-loi-immigration-sacrifie-les-droits-fondamentaux-des-etrangers_6204801_3232.html

Un équilibre doit exister entre le pouvoir des Etats de décider des règles d'entrée et de séjour sur le territoire et la protection des droits et libertés. Or le texte débattu à l'Assemblée bouleverse cet équilibre, en bafouant la dignité et l'égalité, estime la Défenseure des droits dans une tribune au « Monde ».



Desinfox-Migrations, consulté le 18/12/2023

<https://www.desinfoxmigrations.fr/>

"Nous luttons contre la désinformation pour contribuer à un débat public mieux informé sur les migrations et l'intégration, à un moment où la manipulation des faits migratoires est un enjeu majeur dans les démocraties, notamment en Europe."

Immigration : contre les fantasmes, les chiffres

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 39-41

<https://www.alternatives-economiques.fr/neuf-graphiques-contrer-fantasmes-immigration/00108618>

Après avoir été durci par le Sénat, le projet de loi immigration sera examiné par l'Assemblée nationale à partir du 11 décembre. Cinq graphiques pour démêler le vrai du faux dans les discours sur la question migratoire.

Le témoignage de Sahil - pour les personnes exilées, « trouver un emploi change la vie »



France terre d'asile, 23/11/2023, 03.26 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=6C3e51Tbhe0&t=1s>

Absence d'autorisation de travail pour la plupart des demandeur·se·s d'asile, difficultés à faire reconnaître ses compétences, manque d'accès aux cours de langue. . . Autant de freins qui empêchent les personnes exilées d'accéder à un emploi et restreignent leur autonomisation comme leur inclusion en France.

Sahil Abid Khan a travaillé au sein de notre structure de premier accueil des demandeurs d'asile de Créteil. Il constatait alors au quotidien les difficultés auxquelles les personnes exilées font face, au premier rang desquelles se trouve l'accès à l'emploi. Ayant lui-même été accompagné par France terre d'asile dans sa demande d'asile, il revient aussi sur son parcours.

INSERTION

Un bénéficiaire du RSA sur cinq reste les dix années suivantes dans la prestation

DREES - études et résultats, 15/12/2023, n° 1287

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse-jeux-de-donnees/etudes-et-resultats/un-beneficiaire-du-rsa-sur>

Cette étude analyse les trajectoires dans la prestation mais aussi dans l'emploi. Le même jour, la DREES met à disposition les dernières données disponibles concernant les effectifs nationaux et départementaux issus de son enquête annuelle sur l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA (enquête OARSA). Cette édition, qui intègre les données de l'année 2022, est publiée sur l'espace Open data du site internet de la DREES.

Réforme du RSA : des expérimentations plutôt convaincantes

Média social (Le), 07/12/2023

https://www.lemediasocial.fr/reforme-du-rsa-des-experimentations-plutot-convaincantes_zga0ed

Alors que la loi Plein emploi prévoit une réforme du RSA, 18 territoires pilotes expérimentent non pas un « RSA sous condition », mais un « accompagnement renforcé ». Comment s'organise-t-il ? Qu'apporte-t-il ? Comment est-il vécu par les accompagnants et les bénéficiaires ? Tour d'horizon d'une préfiguration qui semble plutôt convaincre sur le terrain.



Allocataires du RSA : au travail ! / SAQUE Salomé

Socialter, 01/2024, n° 61, p. 72-73

Dans sa dernière chronique, Salomé Saqué revient sur l'évolution du RSA et le minimum d'activité requis désormais en vigueur pour « remettre les allocataires au travail ».

JEUNES

Le Monde **Laïcité : "La tolérance des jeunes Français est bien supérieure à celle de leurs aînés**, Monde (Le), 02/12/2023, p. 24

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/01/laicite-la-tolerance-des-jeunes-francais-est-bien-superieure-a-celle-de-leurs-aines_6203414_3232.html

Les historiens Charles Mercier et Philippe Portier ont dirigé une enquête sur le rapport des 18-30 ans à la laïcité. Ils expliquent, dans un entretien au « Monde », que la jeunesse, influencée par la mondialisation, est plus ouverte à l'expression des identités religieuses, et soucieuse d'ordre et de sécurité.

JUSTICE DES MINEURS

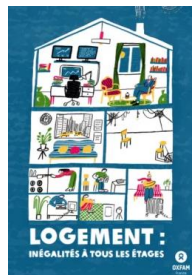
Justice pénale des mineurs : les apports de la loi du 20 novembre 2023

Média social (Le), 04/12/2023

https://www.lemediasocial.fr/justice-penale-des-mineurs-les-apports-de-la-loi-du-20-novembre-2023_oJe0qT

La loi du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 apporte diverses modifications au code de la justice pénale des mineurs. Revue de détails.

LOGEMENT



Logement : inégalités à tous les étages

Oxfam France, 2023, 84 p.

<https://www.oxfamfrance.org/rapports/logement-inegalites-a-tous-les-etages/>

Face à une crise du logement qui prend de plus en plus d'ampleur en France et que bon nombre d'observateur·trice·s qualifient de « bombe sociale » à retardement, Oxfam France publie aujourd'hui un nouveau rapport mettant en lumière l'explosion des inégalités dans le secteur.

Alors que le logement est un droit fondamental, on assiste au désengagement progressif de l'Etat depuis des décennies. Le rapport alerte sur les conséquences de l'émergence de la financiarisation dans le secteur du logement, une fiscalité inadaptée et une absence problématique de régulation des acteurs privés qui sont autant de freins dans l'accès à un logement abordable pour toutes et tous.



Loi SRU : 659 communes hors-la-loi

Fondation abbé pierre, 06/12/2023

<https://www.fondation-abbe-pierre.fr/actualites/loi-sru-659-communes-hors-la-loi>

La Fondation publie aujourd'hui son palmarès SRU 2020-2022 : un bilan décevant

Habitat : La gestion des attributions de logements sociaux évolue et divise

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 04/12/2023, n° 2693, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41162472/la-gestion-des-attributions-de-logements-sociaux-evolue-et-divise>

POURQUOI ?

La gestion en flux des droits de réservation des logements sociaux, qui devrait fluidifier les attributions, était à mettre en œuvre pour le 24 novembre.

POUR QUI ?

Chaque réservataire de logements - Etat, collectivité. . . - signe une convention avec chaque bailleur social du territoire. Y sont précisés les droits de réservation.

COMMENT ?

Dans le cadre de la gestion en flux, le réservataire choisira encore des logements, mais ceux-ci reviendront dans le giron de l'organisme HLM après leur première location.

Logement et gens du voyage

Actualité Juridique. Droit Administratif, 04/12/2023, n° 41/2023, p. 2210-2214

Dans la lutte contre le mal-logement, la situation des gens du voyage est insuffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. Le choix de conserver leur habitat traditionnel n'étant pas accepté, ils sont exposés à des conditions de vie allant à l'encontre des impératifs de décence, voire de dignité. En effet, la caravane n'étant pas juridiquement considérée comme un logement, elle ne bénéficie pas du même régime que les maisons individuelles et autres appartements.

PAUVRETE



État de la pauvreté en France 2023 - Pauvreté les femmes en première ligne

Secours catholique, 11/2023, 175 p

<https://www.secours-catholique.org/sites/default/files/03-Documents/RS23.pdf>

La pauvreté s'aggrave en France et les femmes et les enfants en sont les premières victimes, alerte le Secours catholique dans son rapport annuel.



Dans 40 des pays les plus riches du monde, plus d'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté, 06/12/2023

<https://www.unicef.fr/article/dans-40-des-pays-les-plus-riches-du-monde-plus-dun-enfant-sur-cinq-vit-dans-la-pauvrete/>

La France, l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Royaume-Uni ont connu une forte augmentation de la pauvreté infantile entre 2014 et 2021, tandis que la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Slovaquie ont enregistré les réductions les plus importantes, selon le dernier rapport de l'UNICEF.



Lutte contre la pauvreté : le Pacte des solidarités décliné dans les départements

Média social (Le), 01/12/2023

Le volet départemental des contrats locaux des solidarités, qui concrétisent la mise en œuvre territoriale du Pacte des solidarités, est détaillé par une instruction interministérielle du 23 novembre 2023.

<https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2023/2023.22.sante.pdf#page=142>

La mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités

Lagazettedescommunes.com, 04/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/901107>

Une instruction publiée le 30 novembre 2023 a pour objet la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et des contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027. Pour rappel, le Pacte des solidarités marque l'engagement de l'État, aux côtés des départements, dans la lutte contre la pauvreté à travers 3 objectifs convergents :

- la prévention de la pauvreté dès l'enfance,
- la lutte contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits
- et la construction d'une transition écologique solidaire.

La circulaire explique que les contrats locaux des solidarités reposent sur 4 principes : la pluriannualité, l'adaptation aux territoires, le principe de responsabilisation, la garantie d'un effet accélérateur et multiplicateur. Ainsi, la contractualisation entre l'État et le département, de nature financière, s'insère, à la suite des diagnostics, dans la volonté d'impliquer plus fortement tout l'écosystème de la lutte contre la pauvreté au niveau local.

<https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2023/2023.22.sante.pdf#page=142>

« Nous devons être vigilants face au risque d'une criminalisation de la pauvreté » (Olivier De Schutter)

Atd-quartmonde.fr, 19/12/2023

<https://www.atd-quartmonde.fr/nous-devons-etre-vigilants-face-au-risque-dune-criminalisation-de-la-pauvrete/>

Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, Olivier De Schutter est chargé par l'ONU de faire des recommandations aux gouvernements sur les moyens de réaliser l'éradication de la pauvreté. Il invite chacun à « faire vivre au quotidien » les droits humains, pour éviter qu'ils ne soient « sacrifiés ».

Le Monde Thomas Piketty : « L'idéologie antipauvres finit par conduire à une dégradation générale de la qualité du service public » / PIKETTY Thomas

Lemonde.fr, 09/12/2023

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/09/thomas-piketty-l-ideologie-antipauvres-finit-par-conduire-a-une-degradation-generale-de-la-qualite-du-service-public_6204794_3232.html

Ce n'est pas en se défoulant sur les plus précaires que l'on va résoudre les problèmes sociaux, plaide l'économiste dans sa chronique.



Pauvreté en milieu rural

Quart monde, 2023, n° 268, p. 2-42

<https://www.revue-quartmonde.org/11193>

Qui sont « les ruraux » ? ... Ayant tiré les leçons du confinement, les néo-ruraux sont allés s'installer en province. Ils cohabitent avec d'autres catégories de population parties il y a plus longtemps chercher dans les campagnes un habitat moins cher correspondant mieux à leur budget. Mais confrontées à l'expérience quotidienne, les images de cartes postales qui ont souvent motivé ces déménagements se sont évanouies. Dans les départements français, dans les Domaines en Belgique survivent également nombre de petits paysans devenus âgés, de ruraux pauvres, isolés et loin des services de l'État. Les municipalités dont dépendent ces personnes sont souvent elles-mêmes pauvres. Dans d'autres contextes culturels, dans des pays comme la Thaïlande, le Rwanda, le Brésil, le Canada, ces familles sont tout aussi méconnues. C'est autour de ces populations invisibilisées que nous avons bâti ce dossier, en nous appuyant en particulier sur ceux et celles qui ne se résolvent pas à cette relégation, qui ont établi volontairement des liens de proximité avec elles et appris à les connaître.

Pauvreté. Le pari de l'« aller vers » [Dossier]

Projet, 12/2023, n° 397, p. 13-71

<https://www.cairn.info/revue-projet-2023-6.htm>

Au sommaire :

- Créer de la proximité, un défi collectif
- Maraudes et permanences - L'aide sociale reprend la rue
- Pauvreté et non-recours - Un outil local pour comprendre
- Aide sociale en mutation - L'individu avant tout
- « Aller vers » - Un mot d'ordre étatique
- Alphabétisation - L'illusoire quête de chiffres « choc »
- Apas 82 - « Notre rôle : raccrocher l'individu au système de soins »
- Patients précaires - Quand « l'aller vers » tient à distance
- Architecture et précarité - « Aller vers » en étant là
- Travail social - Réinventer la relation d'aide
- Tsigane habitat - Un camping-car pour faire du lien
- « L'aller vers ne répond pas à la fermeture des services publics »
- Aide sociale « Il faut dépasser la logique "projet" »
- « Aller vers ».- Le bon outil pour combler le fossé ?
- L'étrange puissance de l'innocence

Inclusion numérique



Maraud'IN la maraude d'inclusion numérique - Version longue

Fédération des acteurs de la solidarité, 21/12/2023, 05:53 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=RA6rJH3IU7s>

Le numérique est de plus en plus omniprésent dans les démarches administratives, dans les moyens de communications, de déplacements, etc. De nouveaux dispositifs et projets se développent pour répondre aux besoins des personnes qui peuvent s'en retrouver éloignées.

C'est dans ce contexte que la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) a déployé depuis 2021 le projet maraud'IN, co-construit avec des professionnel-le-s qui interviennent directement auprès des personnes sans domicile fixe (SDF).



Non-recours

Pauvreté et non-recours - Un outil local pour comprendre / RODE Antoine

Projet, 12/2023, n° 397, p. 20-24

<https://www.cairn.info/revue-projet-2023-6-page-20.htm>

En Ardèche, des acteurs locaux ont rencontré des habitants pour rendre compte des situations de non-recours aux droits sociaux et aux soins. Grâce à un outil statistique dédié, une politique d'accès à ces derniers s'élabore, au plus près des besoins du territoire.

Bastia : lutter contre le non-recours

Maires de France, 12/2023, n° 418, p. 40

Depuis 2020, la commune expérimente le dispositif "Territoires zéro non-recours aux droits". Et ce, pour encore trois ans.

Précarité alimentaire

Précarité alimentaire : la Seine Saint-Denis se mobilise à tous les niveaux /

Lagazettedescommunes.com, 21/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/903668/precarite-alimentaire-la-seine-saint-denis-se-mobilise-a-tous-les-niveaux/>

En cette période d'inflation, les initiatives se multiplient dans le département le plus pauvre de France pour lutter contre la précarité alimentaire : expérimentation d'un « chèque alimentation durable », soutien aux achats groupés, circuit solidaire d'aide alimentaire, redistribution des surplus de la restauration collective.

<https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/a-montreuil-une-passerelle-pour-lutter-contre-les-nouvelles-formes-de-precarite/>

Pour un droit à l'alimentation durable, ils jouent la carte vitale

Alternatives économiques, 12/2023, n° 441, p. 94-96

Les expérimentations de nouvelles formes de solidarité alimentaire se multiplient à l'échelle locale. Leur projet vise à créer une sécurité sociale de l'alimentation.

Précarité énergétique



Rénovation énergétique - Intérêt à agir et adhésion des particuliers,
12/2023, 38 p.

https://www.anil.org/fileadmin/ANIL/Etudes/2023/renovation_energetique.pdf

Cette étude de l'ANIL et des ADIL vient documenter la manière dont les ménages accueillent les enjeux de la rénovation énergétique, ainsi que leur perception des aides et accompagnements qui leur sont proposés dans ce cadre



PERSONNES AGEES



"Au village Alzheimer, à la recherche de la mémoire perdue" - Interception

France Inter, 10/12/2023, 46 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/interception/interception-du-dimanche-10-decembre-2023-9300219>

C'est un village unique en France, pour des malades d'Alzheimer. Une centaine y vivent, entourés de soignants sans blouse blanche. Des chercheurs de l'INSERM étudient leurs comportements. Ils livrent leurs résultats en exclusivité pour Interception. L'émission vous emmène 48 heures en immersion.

Davantage de personnes âgées en perte d'autonomie à domicile dans les départements les plus pauvres

Insee Focus, 12/12/2023, n° 314

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7716002>

En 2021, en France, 7 % des personnes de 60 ans ou plus vivant à leur domicile sont en perte d'autonomie. Ce taux dépasse 9 % dans 16 départements. Il s'agit pour la quasi-totalité de territoires où la pauvreté est plus marquée qu'ailleurs et disposant souvent d'une offre restreinte de places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. La perte d'autonomie à domicile est légèrement plus répandue dans les communes urbaines : la population des seniors y est plus souvent pauvre et est un peu plus âgée que dans les communes rurales. Par ailleurs, l'accès plus aisé en milieu urbain à des soins ou à de l'aide peut faciliter le maintien à domicile.

Perte d'autonomie des personnes âgées : poursuivre la reconnaissance mutuelle des évaluations

Cnsa.fr, 06/12/2023

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/perte-dautonomie-des-personnes-agees-poursuivre-la-reconnaissance-mutuelle-des-evaluations>

La reconnaissance mutuelle des évaluations des personnes âgées entre les départements et les caisses de retraite continue de progresser en 2023 grâce à l'accompagnement des caisses nationales.

L'autonomie, une liberté pour les uns, un combat pour les autres / BENOIT Didier, MAILLOT Sylvie, BOUDREAULT Viviane, GAUTHIER Gilles

Sociographe (le), 2023, n° 84, p. 137-155

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2023-5-page-137.htm>

Réflexion partagée entre usagers et professionnels des secteurs sanitaire et social, la démarche réflexive des participants est double. Ceux-ci se sont engagés, en premier, dans une approche conceptuelle de la notion d'autonomie. L'objectif est d'acquérir une compréhension partagée de ce concept pour mieux considérer la multiplicité singulière des vécus. En second, le partage de vécus quotidiens, relevant de témoignages d'usagers, est venu illustrer les difficultés que ceux-ci rencontraient au quotidien. Ce qui ne pose pas problème à chacun peut devenir une véritable épreuve pour celui qui est en situation de handicap. Cet article met en lumière ce que, parfois, les professionnels finissent par oublier, accaparés par les contraintes qui sont les leurs. Il révèle également ce que nombre d'usagers n'osent exprimer. Pour autant, il s'agit de rester attentif à celui qui est différent. Cet engagement doit permettre le respect d'un droit commun.



Viv(r)e le grand âge

Servir, 11/2023, n° 524, p. 8-63

<https://www.serviralumni.com/medias/editor/oneshot-images/1700906875657031c556943.pdf>

Le grand âge une épreuve mais aussi une chance. . .

<https://www.cairn.info/revue-servir-2023-6.htm>

Avancée en âge et parcours résidentiel : représentations et connaissance de l'offre alternative d'habitat / ALBEROLA Elodie, MAES Colette, MATHE Thierry

Credoc, 11/2023, 39 p.

<https://www.credoc.fr/publications/avancee-en-age-et-parcours-residentiel-representations-et-connaissances-de-loffre-alternative-dhabitat>

Si les Français souhaitent en majorité finir leur vie chez eux, une part grandissante envisage de quitter un logement inadapté et source de solitude pour un habitat alternatif. Cette étude du Crédoc répertorie les différents types de logement adapté avec leurs atouts et leurs limites.

THE CONVERSATION

Les foyers pour travailleurs migrants, des lieux où vieillir ? / ARGOUD

Dominique, VILLEZ Marion

TheConversation.com, 14/12/2023

<https://theconversation.com/les-foyers-pour-travailleurs-migrants-des-lieux-ou-vieillir-217292>

Quand sonne l'heure de la retraite beaucoup d'immigrés prennent conscience de la fin de « l'illusion du provisoire » et de celle du retour au pays.

Ehpad

Sept projets innovants de participation des personnes vivant en établissement

Cnsa.fr, 12/12/2023

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/sept-projets-innovants-de-participation-des-personnes-vivant-en-etablissement>

À l'issue de son appel à projets thématique 2023, la CNSA soutient sept projets innovants sur une durée de 30 à 36 mois, axés sur l'autodétermination, la représentation et la participation des personnes concernées à la gouvernance des établissements où elles sont accompagnées.



Dossier usager informatisé : au cœur de l'EHPAD Les chênes verts,

04/12/2023, 04.09 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=6uA2OcagAnk>

L'EHPAD Les chênes verts (91) est l'un des 19 établissements des Diaconesses de Reuilly (8 EHPAD franciliens et 11 EHPAD d'autres régions) à avoir mis en conformité leur logiciel de dossier usager informatisé grâce aux financements du programme ESMS numérique porté par la CNSA.

Intégrer une illustration (citation)

Les équipes de l'EHPAD témoignent de leur utilisation au quotidien et des perspectives.

Une expérience positive et réussie !



Métiers



Replay - Par-delà les enjeux, quelles perspectives ? Les professionnels de l'autonomie au travail

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, 16/11/2023

<https://rencontres-recherche-innovation-cnsa.fr/>

Depuis le studio l'Antenne à Paris, plus de 30 intervenants – chercheurs, innovateurs de terrain, acteurs et décideurs publics – ont partagé leurs travaux et réflexions lors des 7es Rencontres CNSA recherche & innovation. Avec, à la clé, un diagnostic partagé et un consensus sur les leviers à mobiliser pour l'attractivité des métiers de l'autonomie, la fidélisation et l'engagement des professionnels.

Quelles perspectives pour les professionnels de l'autonomie ? La question a été traitée dans toute sa complexité entre difficultés et opportunités, exigence de reconnaissance et présence indispensable pour garantir l'autonomie des personnes.

Revisionnez les séquences sur notre chaine Youtube !

Diversification des métiers de l'aide et de l'accompagnement : entre reconnaissance et invisibilité [Dossier]

Gérontologie et société, 2023, n° 172, p. 9-148

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2023-3.htm>

Au sommaire :

Avant-propos

- Élargir la focale : explorer la diversification des métiers de l'aide et de l'accompagnement

De l'émergence de nouveaux métiers à une (laborieuse) professionnalisation

- Le défi des « cadres du travail » dans les services de répit

- Être une « aide-soignante familiale » en Corée du Sud : entre tradition et modernité

- Faire fonction ou faire illusion ? Autour des postes d'aides-soignantes en Ehpad (Libre propos)

- Comment retenir les préposées dans les organisations gériatriques au Québec ? (Perspectives et retours d'expériences)

Définition des territoires professionnels, collaboration et travail d'articulation

- La collaboration, enjeu d'une réforme de politique cantonale du vieillissement

- Évolutions d'un métier du care dans l'innovation en coordination gérontologique

- Débats polyphoniques entre positionnements éthiques et éthos professionnel - À la périphérie du métier d'aide familiale

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Les politiques publiques du handicap. Faire face à la persistance des stéréotypes, préjugés, et discriminations."

Commission nationale consultative des droits de l'homme, 2023, 217 p.

<https://www.cncdh.fr/actualite/la-cncdh-presente-le-rapport-les-politiques-publiques-du-handicap>

Dans un nouveau rapport, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) met en lumière les stéréotypes qui portent atteinte aux personnes handicapées. Afin de prévenir toute forme de maltraitance, elle recommande de renforcer les contrôles à destination des établissements.



Numérique et handicap : un accélérateur ? [Dossier]

Etre - Emploi, handicap et prévention, 12/2023, n° 175, p. 27-43

Intelligence artificielle, ChatGPT, métavers, réalité étendue. . . Derrière ces termes aux accents techno-futuristes - pourtant déjà présents dans nos pratiques - se cachent de formidables opportunités pour les personnes en situation de handicap. Que ce soit en matière de socialisation, de formation, d'emploi, de culture, et donc d'émancipation et d'autonomie. Mais pour que cette promesse soit tenue, des freins restent à lever s'agissant d'accessibilité et de formation à ces enjeux responsables et d'inclusion, en impliquant notamment les personnes handicapées elles-mêmes.

L'autonomie, une liberté pour les uns, un combat pour les autres / BENOIT Didier, MAILLOT Sylvie, BOUDREAULT Viviane, GAUTHIER Gilles

Sociographe (le), 2023, n° 84, p. 137-155

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2023-5-page-137.htm>

Réflexion partagée entre usagers et professionnels des secteurs sanitaire et social, la démarche réflexive des participants est double. Ceux-ci se sont engagés, en premier, dans une approche conceptuelle de la notion d'autonomie. L'objectif est d'acquérir une compréhension partagée de ce concept pour mieux considérer la multiplicité singulière des vécus. En second, le partage de vécus quotidiens, relevant de témoignages d'usagers, est venu illustrer les difficultés que ceux-ci rencontraient au quotidien. Ce qui ne pose pas problème à chacun peut devenir une véritable épreuve pour celui qui est en situation de handicap. Cet article met en lumière ce que, parfois, les professionnels finissent par oublier, accaparés par les contraintes qui sont les leurs. Il révèle également ce que nombre d'usagers n'osent exprimer. Pour autant, il s'agit de rester attentif à celui qui est différent. Cet engagement doit permettre le respect d'un droit commun.

Sept projets innovants de participation des personnes vivant en établissement

Cnsa.fr, 12/12/2023

<https://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/sept-projets-innovants-de-participation-des-personnes-vivant-en-etablissement>

À l'issue de son appel à projets thématique 2023, la CNSA soutient sept projets innovants sur une durée de 30 à 36 mois, axés sur l'autodétermination, la représentation et la participation des personnes concernées à la gouvernance des établissements où elles sont accompagnées.

Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants handicapés : les parents en première ligne

DREES - études et résultats, 08/12/2023, n° 1286

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/modes-de-garde-et-daccueil-des-jeunes-enfants>

La Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie une étude inédite sur les familles ayant des enfants handicapés âgés de moins de 6 ans et leur organisation en matière de modes de garde. Pour les enfants âgés de moins de 3 ans, elle examine la fréquence et les durées de recours aux différents modes de garde ou d'accueil en journée en semaine ainsi que la satisfaction des parents à l'égard des conditions de garde de leur enfant. Pour les enfants âgés de 3 à 5 ans, l'étude s'intéresse à leur scolarisation et au temps passé à l'école ainsi qu'aux modes de garde après l'école et les mercredis.



POLITIQUE DE LA VILLE

Médiation sociale : le gouvernement veut réformer le statut des adultes-relais

Lagazettedescommunes.com, 07/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/901860/mediation-sociale-l>

Les acteurs de la médiation sociale attendaient cela depuis longtemps : Sabrina Agresti-Roubache, secrétaire d'Etat à la Ville, lance un groupe de travail et une mission d'inspection sur la médiation sociale sous statut d'adultes-relais. Objectif : simplifier ce statut et mieux former les médiateurs sociaux. En parallèle, la proposition de loi visant à mieux reconnaître la médiation sociale devrait être discutée à l'Assemblée nationale, elle aussi après de longs mois d'attente.

POLITIQUES SOCIALES

Les rencontres des solidarités des Outre-mer

Territoires du social, 12/2023, n° 543, p. 5-29

Au sommaire :

- S'engager pour l'égalité entre tous les territoires de la République - Edito du Président de l'Unccas
- "Nous avons construit ensemble une stratégie ultramarine - Entretien avec Ericka Bareigts, ancienne Ministre des outre-mer
- Rencontres des solidarités des outre-mer- Près de 400 personnes présentes du 15 au 17 novembre à Saint-Denis de la Réunion. Retour sur la plénière d'ouverture
- Table ronde 1 - Hier, aujourd'hui, demain : quels enjeux et défis de la cohésion sociale outre-mer ?
- Table ronde 2 - Comment incarner efficacement la proximité et l'accessibilité du service en outre-mer ?
- Atelier 1 - Lien social et lutte contre l'isolement des personnes âgées et/ou handicapées
- Atelier 2 - Le logement, clé de voûte de l'accompagnement social
- Atelier 3 - L'insertion professionnelle des jeunes : comment agir durablement
- Atelier 4 - Comment garantir l'accès à une alimentation de qualité pour tous ?
- Atelier 5 - L'accès aux soins outre-mer
- Atelier 6 - L'accompagnement des jeunes migrants et les enjeux migratoires
- "La crise du service public est démultipliée dans les outre-mer - Entretien avec le politologue au (CAGI) de l'Université des Antilles et de la Guyanne
- "Des tendances démographiques extrêmement contrastées - Entretien avec Claude-Valentin Marie, sociologue (INED)
- Nos 5 propositions pour l'égalité sociale en outre-mer
- L'Europe sera un partenaire fort pour construire les outre-mer de demain
- "Un sentiment fort d'injustice sociale" - Entretien avec Véronique Biarnaix-Roche (CESE) au outre-mer



Territoires de proximité : vœu pieux ou réalité organisationnelle ?

Média social (Le), 11/2023, n° 63

https://www.lemediasocial.fr/territoires-de-proximite-voeu-pieux-ou-realite-organisationnelle_BMhnUC

En France, c'est à l'échelle départementale que les secteurs de l'action sociale ont été historiquement structurés. Les tentatives de construire des services territoriaux intégrés (communautés 360, SIAO...), à l'échelle du bassin de vie, font face à des résistances, analyse Jean-Luc Gautherot, ingénieur social, dans cette tribune libre*.

Territoires et intervention publique [Dossier] / EPSTEIN Renaud

Informations sociales, 2023, n° 209-210, 152 p.

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2023-1.htm>

Depuis un demi-siècle, de nombreuses réformes ont porté sur l'organisation institutionnelle des pouvoirs locaux et la territorialisation des politiques publiques. Les deux premiers actes de la décentralisation en 1983 et 2003 ont ainsi permis des transferts de compétences conséquents de l'État vers les collectivités locales. Ils ont abouti, dans le secteur social, à l'émergence d'un véritable « département-providence ». Alors que dans un premier temps, la décentralisation avait maintenu une homogénéité des compétences entre les collectivités, les inflexions législatives plus récentes ont permis une organisation spécifique à chaque territoire.

Cette logique de différenciation est mue par une dynamique multidimensionnelle, concernant les enjeux auxquels sont confrontés les territoires comme leurs capacités à les prendre en charge (1^{re} partie). De ce point de vue, la divergence a cru entre les territoires les mieux insérés dans l'économie mondiale, en particulier les métropoles, et ceux moins attractifs des villes moyennes et des territoires ruraux. Afin de s'adapter à cette hétérogénéité, les pouvoirs publics pilotent la territorialisation des politiques publiques à l'aide d'outils éprouvés (diagnostic, projet, contrat) ou plus récents, notamment numériques (statistiques en accès ouvert, Big data. . .) [2^e partie]. Ces nouveaux dispositifs de gestion facilitent expérimentations et innovations, dont certaines essaient voire contribuent à transformer les politiques nationales (3^e partie).

La « transformation de l'offre médico-sociale » : des intentions aux pratiques [Dossier] / GIBEY Lydie, JAEGER Marcel, DE MONTALEMBERT Marc

Vie sociale, 2023, n° 43, p. 9-210

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2023-3.htm>

Ce numéro est organisé en deux grandes parties : d'abord une mise en perspective historique de la transformation de l'offre ainsi que de ses caractéristiques, puis une approche des impacts sur les pratiques professionnelles et sur la formation.

PREVENTION DE LA RADICALISATION

Entrisme islamiste : « Les élus locaux peuvent être des lanceurs d'alerte »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 11/12/2023, n° 2694, p. 22-23

<https://archives.lagazettedescommunes.com/41188682/-les-elus-locaux-peuvent-etre-des-lanceurs-d-alerte>

Christophe Pizzi, secrétaire général adjoint du secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation (SG-CIPDR)



Le Monde "La propagande de l'État islamique revient séduire une nouvelle génération d'adolescents"

Monde (Le), 06/12/2023, p. 18

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/12/06/l-etat-islamique-beneficie-d-un-attraire-nouveau-au-sein-des-jeunes-generations-l-analyse-du-patron-de-la-dgsi-sur-la-hau>

Nicolas Lerner, qui dirige le renseignement intérieur, évoque le suivi des détenus radicalisés après leur sortie de prison, les mutations du phénomène djihadiste et l'impact du conflit au Proche-Orient sur la menace en France.

Le Monde Le suivi psychiatrique des radicalisés fait débat

Monde (Le), 06/12/2023, p. 9

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/12/05/apres-l-attentat>

L'assaillant avait interrompu son traitement. Gérald Darmanin évoque un "ratage".

PROTECTION DE L'ENFANCE

Protection de l'enfance : l'instance de dialogue Etat/départements démarre ses travaux

Localtis.info, 13/12/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/protection-de-lenfance-linstance-de-dialogue-etatdepartements-demarre-ses-travaux>

Le 10 novembre dernier à Strasbourg, lors des assises de Départements de France (voir notre article du 10 novembre), Elisabeth Borne annonçait la tenue d'un comité interministériel à l'enfance, qui s'est effectivement réuni le 20 novembre (voir notre article), ainsi que la mise en place d'une "nouvelle instance de dialogue" entre l'Etat et les départements sur la protection de l'enfance. Lors du comité interministériel, la Première ministre évoquait pour cette instance un calendrier de travail "resserré" ("quatre à six mois") pour aborder "les difficultés les plus fortes de la protection de l'enfance". Un domaine dont on connaît les vives tensions actuelles.

Ciivise : "Ce qui nous amène à démissionner, c'est un mensonge" de la ministre, affirme un ex-membre

Francetvinfo.fr, 2023

https://www.francetvinfo.fr/societe/harcelement-sexuel/ciivise-ce-qui-nous-amene-a-demissionner-c-est-un-mensonge-de-la-ministre-affirme-un-ex-membre_6246408.html

Ces démissions sont intervenues après l'éviction du juge des enfants Édouard Durand et de la directrice générale de l'association Docteurs Bru, Nathalie Mathieu, par une décision du gouvernement.

Le Monde À Nevers, les déchirements de l'aide sociale à l'enfance / REY SAHIN Sevin

Monde - le magazine, 16/12/2023, n° 639, p. 70-75

Chaque année, le site d'action médico-sociale de la rue Vauban, à Nevers, reçoit plus d'une centaine de signalements pour violences conjugales ou sexuelles, maltraitances sur mineurs . . . ; Il revient à ses travailleurs sociaux d'évaluer, au domicile des familles, la gravité de la situation. De leur compte-rendu dépendra la décision de séparer, ou non, des enfants de leurs parents. Une lourde responsabilité qui les confronte, dans la majorité des cas, à des situations de misère sociale.



Protection de l'enfance et pauvreté [Dossier] / CAPELIER Flore, FRECHON Isabelle
Revue française des affaires sociales, 2023, n° 3, p. 7-27
<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2023-3.htm>

Ce dossier vise à approcher le parcours des enfants pauvres faisant l'objet d'une mesure de protection, en se penchant, par exemple, sur les mobilités sociales possibles ou, au contraire, les risques de reproduction de la pauvreté auxquels sont exposés les enfants protégés.

Ecole et protection de l'enfance : "Peut mieux faire"

Bulletin de la protection de l'enfance (le), 12/2023, n° 140, p. 16-24

Le manque de communication entre l'école et l'ASE est en partie responsable du faible taux de réussite scolaire des enfants protégés. Plus d'un tiers des jeunes sortant de l'ASE quitte les dispositifs de protection sans diplôme ou avec seulement le brevet en poche. Focus sur ce triste constat.

Maltraitance

Paroles d'experts. Regards croisés sur la conduite de recherches sur la maltraitance intrafamiliale envers les enfants et les adolescents - Actes du colloque - Charenton-Le-Pont, 30-31 mars 2023

Santé publique, 2023, 56 p.

<https://www.santepubliquefrance.fr/docs/paroles-d-experts.-regards-croises-sur-la-conduite-de-recherches-sur-la-maltraitance-intrafamiliale-envers-les-enfants-et-les-adolescents-30-31-m>

Santé publique France a réuni, les 30 et 31 mars 2023, les équipes de recherche, les administrations, les producteurs et utilisateurs de données ainsi que des professionnels exerçant dans le champ de la santé, de la justice et du social, afin d'échanger sur les travaux en santé publique et en épidémiologie de la maltraitance intrafamiliale faite aux mineurs. Ce séminaire d'animation a permis de faire un premier état des lieux des connaissances épidémiologiques disponibles en France aujourd'hui. Au cours des dernières décennies, de nombreux travaux internationaux ont montré les multiples impacts de la maltraitance intrafamiliale sur le développement et la santé des enfants à court et à long terme. Pour autant, les données actuellement disponibles ne documentent que de façon partielle la problématique. Les intervenants ont souligné les difficultés dans la mise en œuvre des études et ont proposé des pistes de solutions pour mener à bien les enquêtes autour de la thématique de la maltraitance intrafamiliale envers les enfants et les adolescents. Ce travail s'inscrit dans une volonté de mieux comprendre et documenter le fardeau que constitue la maltraitance pour le développement de l'enfant et la santé de la population. Il permettra également de faire connaître cette thématique complexe, encore peu investie en épidémiologie et en santé publique.

Risque et déviance en protection de l'enfance. Une construction normative croisée / CLARIANA Lionel

Sociographe (le), 2023, n° 84, p. 43-56

Dans le champ de la protection de l'enfance, la définition factuelle de la maltraitance fait globalement consensus. En revanche, déterminer le risque de danger revient à croiser deux référentiels normatifs mouvants – légal et social – et à retraduire des attendus sociétaux particuliers en autant d'indicateurs du bien-être éducatif. Une logique avec ses enjeux propres qui définit de manière singulière le comportement éducatif déviant.



Mineurs isolés étrangers

Mineurs étrangers non accompagnés : un dispositif de prise en charge saturé ?

Vie-publique.fr, 08/12/2023

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/286639-mineurs-etrangers-isole-un-dispositif-de-prise-en-charge-sature>

Tous les ans, plusieurs milliers de migrants arrivent en France en étant mineurs (ou en se déclarant mineurs) sans être accompagnés d'aucun membre de leur famille. Pour eux, commence alors un parcours où interviennent associations, collectivités territoriales et institutions judiciaires. Mais, cette prise en charge est-elle suffisante ?

Placement

Le Monde Le drame des enfants placés lâchés à leur majorité : « T'es qu'une enfant de l'aide sociale à l'enfance, arrête de viser trop loin »

Lemonde.fr, 05/12/2023

https://www.lemonde.fr/campus/article/2023/12/05/le-drame-des-enfants-places-laches-a-leur-majorite-t-es-qu-une-enfant-de-l-aide-sociale-a-l-enfance-arrete-de-viser-trop-loin_6203948_4401467.html

Beaucoup d'adolescents passés par l'ASE se retrouvent sans protection entre leurs 18 et leurs 21 ans, âge couperet de l'accompagnement par l'institution. Soumis à des parcours fracturés, ils représentent plus d'un tiers des jeunes qui vivent dans la rue.

Enfants placés en famille d'accueil et assistants familiaux : estimations des difficultés psychosociales et des recours aux soins à partir d'une enquête en population générale et comparaisons avec les ménages ordinaires / HAZO Jean-Baptiste, ROUQUETTE Alexandra, Revue française des affaires sociales, 2023, n° 3, p. 235-268

<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2023-3-page-235.htm>

Cette étude a pour objectif d'évaluer les difficultés psychosociales et les recours aux soins pour raisons psychologiques des mineurs pris en charge en famille d'accueil et de ceux en ménage ordinaire.

Le rôle de la puéricultrice en pouponnière sociale / MELSA HANBA Solène

Cahiers de la puériculture (Les), 11/2023, n° 371, p. 38-39

Les missions de la puéricultrice exerçant en pouponnière sociale sont multiples : elle intervient auprès des enfants accueillis, des familles, de l'administration judiciaire et des différents professionnels composant l'équipe. L'objectif premier est de fournir aux enfants un cadre de vie sécurisant et de veiller à leur bien-être.

PROTECTION DES MAJEURS



Replay – La personne majeure protégée, un sujet de droit commun ? Un citoyen pas comme les autres, mais comme les autres un citoyen !, 2023

<https://protection-juridique.creaihd.fr/actualite/replay-la-personne-majeure-protegee-un-sujet-de-droit-commun-un-citoyen-pas-comme-les-autres-mais-comme-les-autres-un-citoyen/>

Le GCSMS 01 a organisé la 2ème édition de sa journée « Questionnement éthique en protection des majeurs » le jeudi 22 juin 2023.

Les témoignages de personnes concernées, l'intervention de d'Anne Caron-Dégliise et des tables rondes ont ponctué cette journée.



TRAVAIL SOCIAL



Livre Blanc du travail social / HAUT CONSEIL DU TRAVAIL SOCIAL

Gouvernement, 12/2023, 314 p.

<https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-12/Livre-blanc-du-travail-social-2023.pdf>

Le Livre blanc (2023) s'inscrit dans la continuité de travaux précédents, des États généraux du travail social en 2013 jusqu'au Livre vert 2022. Il contribue à l'évolution du diagnostic général sur le travail social, avec des apports inédits, sur la question du genre notamment, en s'appuyant sur un matériau très riche puisé dans les Entretiens du Livre blanc, des travaux de groupes nationaux du Haut Conseil du travail social (HCTS), de la commission éthique et déontologie du travail social (CEDTS), des comités locaux du travail social et du développement social, avec le concours des contributions d'organisations membres du HCTS.

Livre Blanc : trois questions à Mathieu Klein, président du Haut Conseil du Travail Social.

Dubasque.org, 07/12/2023

<https://dubasque.org/livre-blanc-trois-questions-a-mathieu-klein-president-du-haut-conseil-du-travail-social/>

Mathieu Klein, président du HCTS, a remis, mardi matin, le livre blanc du travail social à la ministre des Solidarités, Aurore Bergé. Il a pu apporter des précisions lors d'une conférence de presse en ligne donnée dans l'après-midi. J'en ai retenu trois questions. Voici ses réponses.



Replay intégral - « Attractivité des métiers de l'humain : comment sortir de l'impasse ? »

Uniopss, 14/12/2023, 115 mn

<https://www.youtube.com/watch?v=n3q08JLBIUc>

Le 14 décembre, la Web TV de l'Uniopss a donné la parole à des dirigeants d'associations qui innovent pour recruter et fidéliser les professionnels. Ces solutions ne doivent pas occulter la nécessaire revalorisation des travailleurs sociaux, ont aussi appelé les intervenants.

Revaloriser les salaires du travail social pour maintenir la cohésion sociale

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 07/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/901776/revaloriser-les-salaires-du-travail-social>

Le livre blanc du Haut conseil du travail social (HCTS), enfin remis le 5 décembre 2023 aux ministres du Travail, Olivier Dussopt, et des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé, appelle à l'action urgente. Selon Mathieu Klein, président du HCTS, on est au-delà de la « crise » : « les métiers du travail social vivent une crise d'attractivité et une crise de sens impactant directement la situation des plus vulnérables, et avec eux, la cohésion sociale de notre pays ».



Usure professionnelle : comment les trois fonds de prévention se dessinent

Média social (Le), 13/12/2023, n° 314

Un rapport formule des préconisations pour mettre en place un fonds de prévention de l'usure professionnelle dans la fonction publique territoriale. Il livre aussi des informations sur les deux autres dispositifs du même type, en particulier le fonds qui concernera les agents des établissements médico-sociaux publics.

<https://www.igas.gouv.fr/Prefiguration-du-fonds-en-faveur-de-la-prevention-de-l-usure-professionnelle-du.html>

Les "exclus du Ségur" représentent 120 800 professionnels, selon le gouvernement

Média social (Le), 11/12/2023

Un rapport gouvernemental revient sur la mise en place des revalorisations salariales liées au "Ségur de la santé" dans le secteur social et médico-social. Une opération qui coûte 4 milliards d'euros par an à l'État, et dont 120 800 professionnels, en équivalent temps plein (ETP), sont toujours exclus.

<https://www.unccas.org/presentation-du-rapport-sur-les-exclus-du-segur>

Susciter des vocations dans le médico-social

Direction(s), 12/2023, n° 225, p. 20-23

<https://www.directions.fr/Trophee/reportages/2023/12/Susciter-des-vocations-dans-le-medico-social-2059596W/>

La Chapelle-d'Armentières (Nord). Répondre à la problématique d'absentéisme et de recrutement d'un établissement tout en proposant une offre de travail aux publics, notamment féminins, en insertion. C'est l'objet du projet Colibri, expérimenté depuis deux ans. À la clé, des perspectives solides d'emploi et un soulagement pour les équipes.

La violence institutionnelle : une violence inévitable ? / BITETTI HERRERO Margaux

Sociographe (le), 2023, n° 84, p. 129-136

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2023-5-page-129.htm>

Quels sont les mécanismes de la violence institutionnelle ? Ce sujet ne consiste pas à justifier leurs émergences, quelles qu'en soient leurs formes, au sein des institutions médico-sociales, mais pose seulement l'hypothèse que la désinformation au sujet des pathologies accueillies et à l'égard de leurs équipes favorise leur apparition.

« Désinstitutionnalisation : ne nous trompons pas ! » / JANVIER Roland

Direction(s), 12/2023, n° 225, p. 42-43

<https://www.directions.fr/Pilote/usagers/2023/12/-Desinstitutionnalisation--ne-nous-trompons-pas---2059297W/>

Pour Roland Janvier, ancien directeur général aujourd'hui chercheur, il faut « réinstitutionnaliser » les établissements et services sociaux et médico-sociaux. À une condition : remédier aux défauts et manquements de leurs modes d'organisation afin qu'ils reflètent véritablement leurs valeurs, notamment en matière de droits des personnes accompagnées.



« Pour porter l'aller-vers, l'institution doit accepter de faire confiance au travailleur social »

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 05/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/901221/pour-porter-laller-vers-linstitution-doit-accepter-de-faire-confiance-au-travailleur-social-cyprien-avenel/>

Sociologue, conseiller-expert pour le travail social auprès de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), Cyprien Avenel analyse le retour en force du principe de l'aller-vers et les défis qu'il pose aux professionnels et aux organisations.

Pauvreté. Le pari de l'« aller vers » [Dossier]

Projet, 12/2023, n° 397, p. 13-71

<https://www.cairn.info/revue-projet-2023-6.htm>

Au sommaire :

- Créer de la proximité, un défi collectif
- Maraudes et permanences - L'aide sociale reprend la rue
- Pauvreté et non-recours - Un outil local pour comprendre
- Aide sociale en mutation - L'individu avant tout
- « Aller vers » - Un mot d'ordre étatique
- Alphabétisation - L'illusoire quête de chiffres « choc »
- Apas 82 - « Notre rôle : raccrocher l'individu au système de soins »
- Patients précaires - Quand « l'aller vers » tient à distance
- Architecture et précarité - « Aller vers » en étant là
- Travail social - Réinventer la relation d'aide
- Tsigane habitat - Un camping-car pour faire du lien
- « L'aller vers ne répond pas à la fermeture des services publics »
- Aide sociale « Il faut dépasser la logique "projet" »
- « Aller vers ».- Le bon outil pour combler le fossé ?
- L'étrange puissance de l'innocence

La norme dans tous ses états / PASQUET Guy-Noël

Sociographe (le), 2023, n° 84, p. 6-112

<https://www.cairn.info/revue-sociographe-2023-5.htm>

Les normes sont tout autant ce qu'on souhaite acquérir que ce dont on voudrait se débarrasser. Quoi de plus envié qu'être « normal » quand on a le sentiment de ne pas l'être ? Et quoi de plus « normal » que de transgresser la norme quand elle empêche d'agir ? De la lutte des normes aux marges de la norme en passant par la norme et le contrôle social, les auteurs de ce dossier se côtoient pour le meilleur..., et peut-être aussi pour le pire. Le rapport à la norme ne laisse pas indifférent et produit de ferventes passions que nous donnent à comprendre nos contributeurs.

L'Art de l'Éthique en travail social : naviguer entre déontologie, droits humains, « care » et justice sociale. / DUBASQUE Didier

Dubasque.org, 20/12/2023

<https://dubasque.org/lart-de-lethique-en-travail-social-naviguer-entre-deontologie-droits-humains-care-et-justice-sociale/>

La réflexion éthique en travail social se pratique de façon nuancée, car elle s'articule autour de plusieurs cadres conceptuels. Ces cadres visent à guider les professionnels dans leur pratique quotidienne, tout en tenant compte des dilemmes auxquels ils peuvent être confrontés.



Éthique et travail social - Une recherche de sens dans une société / BONJOUR Pierre (Dir.), Forum - revue de la recherche en travail social, 2023, n° 169, 106 p.

<https://www.cairn.info/revue-forum-2023-2.htm>

Alliant différents témoignages des professionnels, praticiens et chercheurs, aux réflexions les plus abouties, ce numéro a pu orienter le lecteur vers de nouvelles perceptions et perspectives éthiques d'agir et de penser. La précarité alimentaire, choisi comme dossier du numéro, a bien révélé une nouvelle façon de nommer les problèmes sociaux avant même l'avènement de la pandémie de COVID-19. Le point de vue, une partie du numéro qui vise le sens même du travail social, a suggéré la montée d'une société qui se dérobe devant la requête publique. Dans ce cas précis l'éthique se conjugue au politique et l'exigence de re-faire société est remarquablement une question démocratique. Le travail social, adossé aux principes de justice sociale, de droit de la personne, de responsabilité sociale et collective et de respect des diversités (Définition internationale, Melbourne 2014) se retrouve pleinement engagé dans une éthique de la profession.

VIOLENCES



La France doit-elle redéfinir pénalement le viol ? Le temps du débat

France culture, 18/12/2023, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/la-france-doit-elle-redefinir-penalement-le-viol-2489596>

Au sein de l'Union européenne, du Parlement français, et dans le débat public, une proposition de loi suscite de vifs débats : une redéfinition pénale du viol. La France s'oppose à modifier sa législation au niveau européen, mais doit-elle faire évoluer sa définition pénale du viol ?

Avec

- Salomé Cohen Avocate pénaliste
- Catherine Le Magueresse Juriste et ancienne présidente de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, chercheuse associée à l'ISJPS (Panthéon Sorbonne)
- Anne-Cécile Mailfert Fondatrice de la Fondation des femmes, ancienne Porte-parole d'Osez le féminisme.



Violences sexuelles : questionner, écouter, accompagner

Repères, 12/2023, n° 64, 4 p.

https://observatoire.loire-atlantique.fr/44/les-etudes/reperes-64-violences-sexuelles-questionner-ecouter-accompagner-decembre-2023/p1_20914

Les violences sexuelles faites aux femmes sont un phénomène de grande ampleur dont la prise en compte par notre société et les pouvoirs publics est encore récente.

Quantifier les violences sexuelles est par ailleurs complexe : moins de 10 % des victimes portent plainte et le caractère sexuel n'est pas identifié de façon isolée au sein des violences conjugales. Dans 9 cas sur 10, la victime connaît son agresseur et, dans près de la moitié des cas, l'auteur est le conjoint ou l'ex-conjoint. In fine, moins de 1 % des viols et tentatives de viols donnent lieu à une condamnation.





Mission aux fins d'amélioration de la prise en charge et de l'accompagnement des victimes de faits d'inceste et de violences sexuelles pendant leur minorité / FURNON PETRESCU Hélène, LE GAUDU Vincent, LUU Delphine, Inspection générale des affaires sociales Inspection générale de la Justice, 11/2023, 75 p.

<https://www.igas.gouv.fr/Mission-aux-fins-d-amelioration-de-la-prise-en-charge-et-de-l-accompagnement.html>

La mission a pris en compte le travail conduit par la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE) pour en tirer des observations transposables. Elle s'est également enrichie des réflexions issues des travaux de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise (CIASE), de la Commission de reconnaissance et de réparation (CRR) et de l'Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (INIRR).

Ce rapport intervient sur un sujet complémentaire aux travaux menés par la CIIVISE : il se concentre sur la prise en charge et l'accompagnement des personnes majeures, victimes d'abus sexuels pendant l'enfance.

De nombreuses auditions ont permis de dresser un premier panorama des actions de prise en charge et d'accompagnement.

Ce rapport identifie et formule des pistes et propositions selon trois axes : écoute et orientation, réparation, organisation de la coordination et du suivi.

Ce CCAS met en sécurité et accompagne de manière globale les femmes victimes de violences

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 12/12/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/899860>

La commune de Yerres (Essonne) est engagée depuis de nombreuses années dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Depuis juin 2023, la municipalité propose une structure d'hébergement afin de placer les victimes en sécurité et leur offrir un accompagnement global.

ACQUISITIONS

Le centre de ressources vous propose de découvrir les [nouvelles acquisitions](#) en lien avec nos spécialités Inclusion sociale, Enfance, Santé publique et Autonomie.

